

[print](#)

Quel boom des classes moyennes en Afrique ? (partie 1)

De [Jean Nanga](#)

Global Research, janvier 05, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/quel-boom-des-classes-moyennes-en-afrique-partie-1/5423093>

Nul ne peut encore soutenir avec force que l'image de l'Afrique en cette deuxième décennie du XXI^e siècle est demeurée celle qui a été présentée, au reste du monde et aux Africain·e·s, le long du XX^e siècle, voire jusqu'aux toutes premières années du XXI^e.

Certes, il y a encore des guerres qui perdurent ou surgissent ici et là, des dirigeants politiques qui s'accrochent encore de façon frauduleuse et psychopathologique au pouvoir (avec parfois des vellétés dynastiques-oligarchiques – une nouveauté de la démocratisation néolibérale), une grande majorité de pauvres, de graves pénuries alimentaires, des services de santé publique très défailants comme le prouve le cafouillage meurtrier (organisé avec la « communauté internationale ») face à l'épidémie d'Ébola, des milliers de désespéré·e·s migrant informellement et dangereusement vers l'Europe occidentale – où la main d'œuvre immigrée “sans-papier” est une aubaine pour de nombreux entrepreneurs, nostalgiques de l'exploitation esclavagiste –, etc. Bref, toutes ces situations qui alimentent un certain discours dit “afro-pessimiste”, comprenant aussi bien celui prétendument scientifique (africanisme académique) que la presse et la littérature en mal de sensationnalisme exotique (bien croquées par l'écrivain kenyan Binyavanga Wainaina dans son article « How to Write about Africa » [1]). Situations qui justifient la présence massive des ces ONG de développement et humanitaires (extra-africaines surtout) qui regretteraient sans doute l'éradication de leurs raisons d'être en Afrique [2].

Mais, il y a aussi cette nouvelle image dite “afro-optimiste”, de plus en plus propagée par les sectateurs du capitalisme néolibéral, d'une Afrique en croissance économique élevée et constante du PIB, depuis une décennie. À tel point qu'elle est même considérée comme l'un des moteurs actuels de la croissance économique mondiale, poussant même la suffisante France officielle à considérer que : « L'Afrique est notre avenir [3] ». Il a été, par exemple, relevé sa résilience au lendemain du déclenchement (2007-2008) de la dernière crise économique du capitalisme central. Et c'est, ironiquement, l'une des moins performantes (pendant ces dernières années) des économies africaines en matière de croissance du PIB, mais traditionnellement la plus “développée”, l'économie sud-africaine, qui est entrée en 2010 au club des puissances économiques émergées et émergentes les plus médiatisées, les brics. Une autre expression de cet « afro-optimisme », d'une « Afrique qui gagne », c'est la publicité de ses milliardaires et millionnaires figurant désormais – exception faite des kleptocrates réputés, des républiques pétrolières de la côte ouest, par exemple – dans le palmarès annuel des personnes les plus riches du monde, publié par le magazine spécialisé états-unien Forbes. La liste de ces Africain·e·s membres de l'élite capitaliste mondiale s'allongeant chaque année, deux versions africaines dudit magazine ont vu le jour récemment : l'anglophone lancée à Johannesburg en 2011 et la francophone, à Brazzaville en 2012. Depuis, il est organisé annuellement, pendant la saison sèche, à Brazzaville, le Forum Forbes Afrique (occasion pour des hommes et femmes politiques ainsi que des journalistes français·es réputé·e·s de venir se faire des francs CFA).

En son temps, Margaret Thatcher (actrice majeur du tournant néolibéral) promettait, aux sujet-te-s pauvres et en paupérisation de la reine d'Angleterre, un effet de ruissellement (trickle-down), de la pointe à la base de la pyramide sociale. Dans la réalité l'enrichissement est devenu encore plus inégal au Royaume-Uni, élargissant davantage le fossé séparant traditionnellement les riches et les pauvres. De nos jours, ce sont les économistes de la Banque africaine de développement (ou bafd) [4] qui affirment (oubliant le bilan de la période Thatcher en Grande Bretagne) que l'enrichissement d'une infime minorité d'Africain-e-s (les 5 % environ de la population africaine constituant la pointe de la pyramide sociale, dite « classe riche ») finira par ruisseler jusqu'aux plus pauvres, aux misérables. Ce qui d'ailleurs serait déjà amorcé avec cette supposée croissance extraordinaire de la « classe moyenne » africaine (environ 35 % de la population), le « milieu de la pyramide » sociale.

En effet, selon la BAfD, relayée par bien d'autres officines idéologiques du néolibéralisme (McKinsey Global Institute, Unilever Institute of Strategic Marketing de l'Université du Cap – expression d'une grande collaboration du savoir dominant avec le Capital), la classe moyenne africaine est censée avoir triplé de 1980 à 2010, alors qu'au même moment la population n'avait fait que doubler. Une dynamique impressionnante, vu que, depuis plusieurs années déjà, dans les sociétés du centre capitaliste ou du capitalisme développé, le « descendeur social » [5] est souvent emprunté sans retour dans la « classe moyenne ». Situation qui consolide l'immobilité sociale dans les couches sociales pauvres. Ainsi, il est question de la « fonte » de la classe moyenne [6], voire de sa disparition [7], au moment où les riches du centre capitaliste ne cessent de devenir plus riches, responsables de la crise compris. La situation n'est pas différente pour les riches en Afrique. Mais, la loi de la chute des corps étant censée, de façon exceptionnelle, s'appliquer socialement en Afrique, le ruissellement de l'enrichissement ne pourrait s'y arrêter au milieu de la pyramide. Selon les « afro-optimistes », il finira bien, à moyen ou long terme, par en atteindre la base, c'est-à-dire les pauvres qui représentent encore au moins 60 % de la population en Afrique. Cette supposée inéluctabilité s'expliquant d'une part, par le fait que la bad, une des principales promotrices ou technocraties du capitalisme néolibéral en Afrique et productrice de l'étude de référence sur la « classe moyenne » africaine (ci-dessus citée) se veut défenseure de la « croissance inclusive » ou « capitalisme inclusif » – derniers gadgets terminologiques de l'humanisme bourgeois. Elle s'explique, d'autre part, par la considération – assez partagée parmi les enthousiastes, d'un peu partout, de la croissance de la « classe moyenne » – que celle-ci est, en général, attachée aux valeurs démocratiques, à la justice sociale entre autres. Ce qui, dans l'ensemble, ne pourrait être qu'une bonne chose. Mais, en attendant, ce discours sur le ruissellement – même au stade que celui-ci est censé avoir déjà atteint, c'est-à-dire limité au « milieu de la pyramide » – relève plutôt de la propagande néolibérale que d'une saisie de la dynamique globale actuelle des sociétés africaines.

Qu'est-ce que la classe moyenne africaine ?

La définition de la « classe moyenne » africaine par l'étude de la bad ne déroge pas à la règle du manque d'unanimité concernant la définition de la « classe moyenne » en général, au delà du fait qu'il s'agit d'un ensemble de catégories sociales situées entre les pauvres et les riches, entre la classe des prolétaires et celle des capitalistes/bourgeois. Difficulté définitionnelle que certains choisissent de résoudre en recourant à l'usage du pluriel « classes moyennes », indiquant bien son caractère hétéroclite. Ainsi, comme le résumait assez bien des spécialistes (d'une institution officielle française) du sujet : « *définir les classes moyennes suppose donc d'opter pour des choix en grande partie arbitraires. Si chacun d'entre eux est légitime a priori, ils donnent à la classe moyenne une étendue et une*

hétérogénéité très variables. Ces choix sont ainsi porteurs d'impacts majeurs quant à la définition des politiques publiques, à leur mise en œuvre et à leurs conséquences [8]. »

La bad a opté pour une définition en fonction surtout de la dépense quotidienne réalisable par tête, soit de 2 à 20 \$ – la pauvreté étant située à moins de 2 \$ – et l'a subdivisée en « classe flottante » (2 à 4 \$), « classe basse » (4 à 10 \$), « classe haute » (10 à 20 \$). Une classification discutable, surtout en ce qui concerne la « classe flottante », composée de personnes ayant à peine émergé de la pauvreté, avec une grande partie des personnes actives dans le secteur informel, au statut instable (« flottant »). Leur quotidien est fréquemment exposé à une sorte de yo-yo existentiel entre « classe pauvre » et « classe moyenne ». Or, c'est cette « classe flottante » qui a, selon les chiffres de la BAfD, connu la croissance la plus importante de 1980 à 2010 : un quasi quadruplement, en passant de 51 millions de personnes à 132 millions en 2000 et à 198 739 millions en 2010 (on ne peut qu'admirer la précision). Ce qui fait bien plus de la moitié des 326 664 millions de personnes censées constituer la classe moyenne africaine en 2010. De leur côté, les classes moyennes basse et haute n'ont fait que doubler, comme l'ensemble de la population : de 64 213 millions de personnes en 1980 à 127 984 millions en 2010. Sans la « classe flottante », la classe moyenne ne représentait alors plus de 20 % de la population qu'en Tunisie (45,6 %), Égypte (31,6 %), Algérie (27,3 %), au Maroc (27,2 %) – dont il faut souvent rappeler l'appartenance à l'Afrique, au-delà de la Coupe d'Afrique des nations de football ... – au Gabon (37,8 %), au Botswana (29,3%) – Maurice et Seychelles étant parmi les exclus de l'étude. Par ailleurs, en termes de pourcentage dans la population, alors que la tranche flottante a connu une hausse de 11,61 % en 1980, 12,59 en 1990, 14,07 en 2000 et 20,88 en 2010, du côté des tranches basse et haute, on constate plutôt une baisse : 14,6 % (9,41 % pour la tranche basse et 5,17 pour la haute) en 1980, 14,4 % en 1990, 13,1 % en 2000, et une amorce de remontée en 2010, avec 13,4 % (8,7 % pour la tranche basse et 4,7 % pour la haute). De ce point de vue, on peut dire que c'est moins que dans les années 1980, jusqu'en 1990. Autrement dit, avant que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international imposent aux États africains des mesures d'ajustement structurel néolibéral, parmi lesquelles : le gel ou la réduction des recrutements dans la fonction publique, la privatisation et la liquidation des entreprises d'État entraînant des licenciements massifs, les coupes claires dans les subventions sociales (sur les médicaments, les produits agro-alimentaires, etc).

Cette baisse, en pourcentage, de la classe moyenne pendant une période de croissance soutenue du PIB africain n'est pas étonnante, vu que les secteurs pétrolier et minier, principaux moteurs de la dite croissance n'ont pas été créateurs de masses d'emplois à revenus élevés [9]. Dans le secteur minier par exemple, prévaut encore la création d'emplois précaires et à bas revenus, accompagnée d'autres impacts sociaux négatifs [10]. On peut en dire autant de l'agriculture [11] et du secteur de la construction ou des grands travaux. Ainsi, pendant cette période de croissance si célébrée l'Afrique a conservé le leadership en matière de travail salarié vulnérable, non décent. La situation de l'emploi féminin étant évidemment pire : « En Afrique subsaharienne, 84 % des emplois détenus par des femmes en 2012 étaient jugés vulnérables contre 70,6% chez les hommes [12] ».

En fait, c'est par une classification très laxiste, intégrant dans la classe moyenne des couches qui sont classées ailleurs comme « vulnérables », que l'équipe de l'économiste en chef de la bad est arrivée à ce triplement de la classe moyenne en Afrique, constituant ainsi le tiers de la population africaine. Ce qui est même fantaisiste car, malgré l'apparence de précision, ces chiffres ne résultent pas de quelques enquêtes rigoureuses qui auraient été menées dans l'ensemble ou la

grande majorité des sociétés africaines. En effet, en plus d'une pratique, très courante en néolibéralisme, de trituration des statistiques sociales (chômage, pauvreté, etc.) ou de ramollissement des critères de classification, l'Afrique connaît depuis des années un sérieux problème en matière de statistiques [13]. Ce qu'un technocrate des institutions économiques internationales, qui les propagent, a nommé la « tragédie statistique africaine » [14].

Les gouvernant-e-s africain-e-s et leurs institutions d'intégration sous-régionale/panafricaine (où l'on trouve une partie de la tranche haute de la classe moyenne) manifestent, en général, un manque d'intérêt, aisément compréhensible, pour des statistiques sociales fiables, résultant d'enquêtes sérieuses. Une situation relayée par une complicité certaine des bureaux nationaux des institutions internationales dont les rapports et statistiques servent de références majeures. Selon un spécialiste réputé de la question, l'historien économique Morten Jerven, « *The tragedy is that donors, including the World Bank, undertake statistical activities without ensuring that they are consistent with the NSDS [National Statistical Development Strategies]. Why ? Because they need data for their own purpose – to publish reports – and this means getting it faster, with little time to strengthen the countries's statistical capacity [...] In short, even the economists' celebratory estimate of poverty declining in Africa during a period of growth needs to be taken with a grain of salt. In reality, there are many countries for which we simply don't know.* [15] (La tragédie, c'est que les donateurs, y compris la Banque mondiale, entreprennent des activités statistiques sans s'assurer de leur cohérence avec les NSDS [Stratégies de développement statistiques nationales]. Pourquoi ? Parce qu'ils ont besoin de données pour leur propre compte – pour publier des rapports – et cela implique de les réaliser rapidement, avec peu de temps pour renforcer les capacités statistiques des pays [...] Pour faire court, même l'estimation du déclin de la pauvreté par les économistes pendant une période de croissance doit être prise avec des pincettes. En réalité, pour la plupart des pays nous n'en avons tout simplement aucune idée »). En effet, en l'an 2011, celui de la publication de l'étude dirigée par l'économiste en chef de la bad, l'Organisation Internationale du Travail indiquait dans son rapport sur les salaires en Afrique que seulement 20 États avaient alors procédé à des enquêtes utilisables (9 sur les ménages, 7 sur la main d'œuvre, 2 sur le niveau de vie, 1 sur l'emploi ...). Les plus récentes datant alors une de 2009, quatre de 2008 et cinq de 2007. Nous doutons que la situation se soit vraiment améliorée au moment de la parution sous forme de livre de ladite étude (du staff de l'économiste en chef de la BAfD) qui avance maintenant le chiffre de 370 millions d'Africain-e-s appartenant à la classe moyenne [16]. Doute fondé sur le fait qu'environ un an auparavant, le Secrétaire exécutif de la Commission des Nations unies pour l'Afrique affirmait : « *Si nous prenons les omd par exemple, seulement 17 pays africains ont rassemblé des données pour mesurer l'évolution de la pauvreté au cours de la décennie et 47 % des pays africains n'ont pas effectué d'enquête sur les revenus ou les dépenses des ménages pendant plus de cinq ans [17] de l'Afrique* », blog du Secrétaire exécutif, 10 avril 2013, <http://es-blog.uneca.org/ES-Blog/fr...> » Les États africains rétifs se sont peut-être massivement mis à jour entre le deuxième trimestre 2013 et le troisième trimestre 2014.

Morten Jerven fait remonter, à juste titre, cette négligence de la qualité des données à « the period of "structural adjustment" in the 1980s and 1990s [18] ». Ce que des critiques du diktat des institutions financières internationales déploreraient déjà en ces années-là. En fait, c'est bien logique que la Banque mondiale et le FMI, en complicité avec l'écrasante majorité des gouvernants africains, manifestent une certaine « peur du savoir », relevant, en langage savant, d'un « relativisme et constructivisme de la connaissance » [19] disqualifiant le souci

d'objectivité. En langage ordinaire, il s'agit de mensonge ou de falsification de la réalité, dont ne peut se passer l'idéologie capitaliste/néolibérale, mais qui acquiert presque le statut de vérité à force d'être cité ou propagé. En ces temps de grande marginalité de l'esprit critique autre que la « critique d'élevage » (Guy Debord), ce ne sont pas les griots qui manquent. Par contre, soucieuse de doter son pays du nombre réel de personnes au chômage, en organisant leur recensement non officiel, une jeune Ougandaise a été traitée de terroriste par les autorités locales, qui indiquaient ainsi le caractère mensonger des chiffres officiels.

Jean Naga

Notes

[1] Binyavanga Wainaina, « How to Write about Africa », Granta 92, <http://www.granta.com/Archive/92/Ho...> (repris par Courrier international – du 1er au 19 août, p. 27 et 29 – sous le titre calibré : « Ah, ces fantasmes de Blancs ! »).

[2] Cf., par exemple, l'étude de Karen Rothmyer, They Wanted Journalists to Say 'Wow'. How ngo Affect U.S. Media Coverage of Africa, Discussion Paper Series, # D-61, Joan Schorenstein Center on the Press, Politics and Public Policy (Harvard University), January 2011 (la version résumée est intitulée « Hiding the Real Africa », Columbia Journalism Review, March/April 2011, http://www.cjr.org/reports/hiding_t...

[3] C'est le titre du rapport parlementaire (octobre 2013, disponible sur le site internet du sénat français) du « groupe de travail sur la présence de la France dans une Afrique convoitée » présidé par Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel.

[4] Mthuli Ncube, Charles Leyeka Lufumpa, Steve Kayizzi-Mugerwa, « The Middle of the Pyramid : Dynamics of the Middle Class », Market Brief, April 2011, <http://www.afdb.org>.

[5] Bastien Bonnefous, « Le “descendeur social” des classes moyennes », Le Monde, 16 mai 2013, <http://www.lemonde.fr/politique/art...> Louis Chauvel (spécialiste français des classes moyennes, enseignant aux États-Unis) affirmait il y a trois ans que la situation des classes moyennes dans le monde capitaliste développé est telle que « mêmes les plus pessimistes sont en dessous des hypothèses de travail », Emmanuel Levy, « Louis Chauvel : “les classes moyennes en voie de prolétarisation” », Marianne, 15 octobre 2011, <http://www.marianne.net/Louis-Chauv...>

[6] Isabelle Bourgeois, « Pauvreté ? Non, mais la classe moyenne fond », Regards sur l'économie allemande, 87, 2008, <http://rea.revues.org/983>.

[7] « There was a funeral the other day/Thousands of people lined up on the streets/I wondered who passed away/I saw this man he had tears in his eyes/he just shook his head and said/“The middle class has died » (Il y avait un enterrement l'autre jour/Des milliers de personnes marchaient dans les rues/Je me demande qui est décédé/J'ai vu cet homme avec des larmes dans les yeux/Il a secoué la tête et dit/“ La classe moyenne est morte “) chante le bluesman états-unien Mighty Mo Rodgers dans « Death of the Middle Class », Redneck Blues, Dixiefrog Records, 2007.

[8] Virginie Gimbert et Arnaud Rohmer, « Les classes moyennes en quête de définition », La note de veille, n° 54, 16 avril 2007, Centre d'Analyse stratégique, p. 1-4.

[9] Cf., par exemple, le rapport de l'International Labour Organisation, Global

Employment Trends 2013. Recovering from a second jobs dip, Genève, 2013, p. 90-95 qui rappelle la première place de l'Afrique en matière de travail salarié non décent.

[10] Cf., par exemple, concernant les mines, Lila Chouli, Le boom minier au Burkina Faso. Témoignages de victimes de l'exploitation minière, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2014.

[11] Des salaires dans le nouveau secteur agricole éthiopien sont moins élevés « que le prix du désherbant », Amnesty International Suisse, « Pays à vendre », Amnesty, décembre 2012 <http://www.amnesty.ch/fr/actuel/mag...>

[12] BAD, OCDE, PNUD, Les perspectives économiques en Afrique 2014, p. 104.

[13] Morten Jerven, « The relativity of poverty and income : How reliable are African economic statistics ? », African Affairs, 2009, vol. 109, n° 434, p. 77-96 ; « Poor Numbers : How We are Misled by African Development Statistics », Independent Science News | Food, Health and Agriculture Bioscience News, 2013, <http://www.independentsciencenews.o...> numbers-how-we-are-misled-by-african-development-statistics/

[14] Shanta Devarajan (alors économiste en chef de la division Afrique à la Banque mondiale et animateur du blog Africa Can End Poverty) dans son fameux article « African's statistical tragedy », Africa Can End Poverty, 10/06/2011, <http://blogs.worldbank.org/africaca...>

[15] Idem

[16] Pour une bonne synthèse de la diversité des estimations de ladite classe moyenne africaine (de 32 millions à 400 millions), cf. Golden Muzango, « How to capitalise on Africa's rising middle class », Bizcommunity.com, 21 may 2014, <http://www.bizcommunity.com>. On ne peut pas, par exemple, se fier à l'étude de Renaissance Capital A survey of the Nigerian middle class (septembre 2011), <http://research.rencap.com/eng/defa...> réalisée avec seulement 1004 personnes de la classe moyenne nigériane.

[17] Carlos Lopes (secrétaire exécutif de la Commission des Nations unies pour l'Afrique), « Une affaire de chiffres : les statistiques sont un impératif pour bien planifier l'avenir

[18] Morten Jerven, « Poor Numbers : How We Are Misled by African Development Statistics ».

[19] Cf., par exemple, Paul Boghossian, La peur du savoir. Sur le relativisme et le constructivisme de la connaissance, Marseille, Agone, 2009 [Oxford, 2006 ; traduit de l'anglais par Ophelia Deroy].

Copyright © 2015 Global Research